

Association ENVIE FRANCHE-COMTE

43 rue Villedieu
BP 56

25701 VALENTIGNEY CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
Exercice clos le 31/12/2023

PROCOMPTA SAS
Commissaire aux comptes
Valparc - ECOLE VALENTIN
BP 3058 - 25046 BESANCON CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

A l'Assemblée Générale
de l'association **ENVIE FRANCHE-COMTE**

43 Rue Villedieu
BP 56
25700 VALENTIGNEY Cedex

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée Générale de l'association ENVIE FRANCHE-COMTE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ENVIE FRANCHE-COMTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments, que nous avons collectés, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note "Faits caractéristiques - Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable" de l'annexe des comptes annuels.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé respectivement dans les notes "Faits caractéristiques - faits essentiels ayant une incidence comptable" de l'annexe des comptes annuels concernant l'abandon de créance accordé par une société du groupe l'Ensemblier.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes, qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Votre association perçoit des subventions pour le personnel en insertion. Nos travaux ont consisté à examiner les données et hypothèses utilisées pour les subventions comptabilisées sur l'exercice, à vérifier les calculs effectués et à contrôler le correct rattachement à l'exercice des sommes reçues ou à percevoir.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

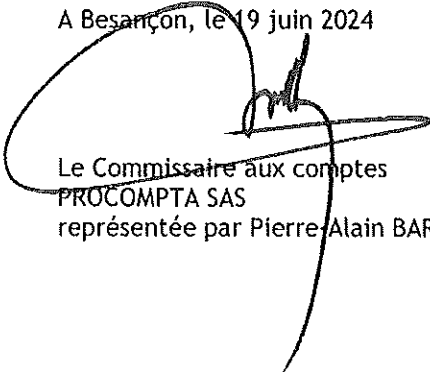
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

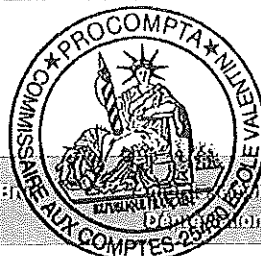
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Besançon, le 19 juin 2024



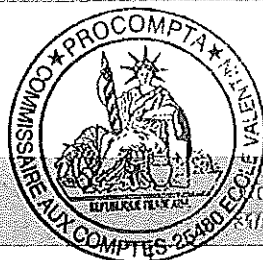
Le Commissaire aux comptes
PROCOMPTA SAS
représentée par Pierre-Alain BARTHELEMY

Bilan ANC N° 2018-06



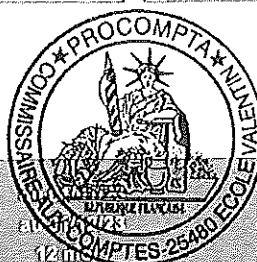
	Exercice 2022	Exercice 2021	Net au 31/12/22	Net au 31/12/21
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	3 621	2 206	1 415	2 164
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acomptes	2 770	38	2 731	
Immobilisations corporelles				
Terrains	55 542	1 932	53 610	53 610
Constructions	1 076 984	707 807	369 178	406 521
Installations techniques, matériel et outillage	36 479	19 836	16 643	8 718
Autres immobilisations corporelles	234 580	118 780	115 799	145 132
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	44 064	600	43 464	43 464
TIAP & autres titres immobilisés	2 273		2 273	2 273
Prêts				
Autres immobilisations financières	10 591		10 591	10 591
Total I	1 466 903	851 198	615 705	672 474
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.	11 794		11 794	20 968
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	110 989	10 127	100 862	80 521
Marchandises	1 570		1 570	
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	460 338	105 694	354 644	218 079
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	267 301	450	266 851	328 820
Divers				
Valeurs mobilières de placement	316		316	316
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	76 626		76 626	110 056
Charges constatées d'avance	6 702		6 702	6 934
Total II	935 636	116 271	819 366	765 694
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 402 540	967 469	1 435 070	1 438 169

Bilan ANC N° 2018-06



	Netto	Netto
	3514922	
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	14 004	14 004
Première situation nette établie	6 381	6 381
Fonds statutaires	7 622	7 622
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves	610	610
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	610	610
Autres réserves		
Report à nouveau	250 855	254 580
Excédent ou déficit de l'exercice	-21 038	-3 726
Situation nette (sous-total)	244 430	265 469
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	246 504	273 595
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	490 934	539 064
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	8 666	11 146
Provisions pour charges		
Total III	8 666	11 146
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	47 228	60 957
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	47 228	60 957
Emprunts et dettes financières diverses	53 157	50 211
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		1 863
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	612 079	599 172
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	191 348	168 030
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	30 098	7 726
Produits constatés d'avance	1 560	
Total IV	935 470	887 959
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL ((I+II+III+IV+V))	1 435 070	1 438 169

Compte de Résultat ANC N°2018-06



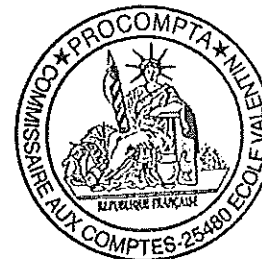
COMPTES ANNUELS		
Période du 01/01/2023 au 31/12/2023		
12 mois		
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services	868 303	837 966
Ventes de biens	7 637	
Ventes de prestations services	860 666	837 966
Produits de tiers financeurs	612 650	647 369
Concours publics et subventions d'exploitation	586 143	647 369
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable		
Ressources liées à la générosité du public	26 507	
Contributions financières		
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	207 312	185 663
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	26 891	30 667
Total I	1 715 156	1 701 665
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	4 362	1 222
Variations de stock	-1 570	
Autres achats et charges externes	686 033	635 505
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	62 993	60 342
Salaires et traitements	849 928	812 311
Charges sociales	160 842	149 064
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	97 338	111 935
Dotations aux provisions	8 666	11 146
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	7 228	9 717
Total II	1 875 820	1 791 242
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-160 664	-89 577
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	40 011	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	15	18
Repr. / provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement		
Total III	40 027	18
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	923	1 267
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total IV	923	1 267
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	39 103	-1 249
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-121 561	-90 826
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	119 398	78 534
Sur opérations en capital		
Reprises provisions, dép., et transferts de charges	27 091	26 251
Total V	146 489	104 784

Compte de Résultat ANC N°2018-06



	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mds	12 mds
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	45 967	17 684
Sur opérations en capital		
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		
Total VI	45 967	17 684
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	100 523	87 100
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	1 901 672	1 806 468
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))	1 922 710	1 810 194
EXCEDENT OU DEFICIT	-21 038	-3 726
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Règles et méthodes comptables



Désignation de l'association : ENVIE FRANCHE COMTE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 1 435 070 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 21 038 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 30/05/2024 par le conseil d'administration de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association ENVIE FC a pour but de favoriser l'insertion sociale et professionnelle de personnes en difficultés pour la mise en oeuvre d'une unité de remise en état d'appareils électroménagers usagés et de revente de ces appareils d'occasion sous garantie.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1) - Règlement ANC 2018-06

Le nouveau règlement comptable ANC 2018-06 est appliqué pour la 1ère fois sur l'exercice ouvert au 1er janvier 2020.

2) - Fiscalité :

La structure a réalisé des activités lucratives pour lesquelles les encaissements ont dépassé en 2018 le seuil de la franchise des impôts commerciaux.

Les activités non lucratives demeurent significativement prépondérantes.

Les conséquences sont les suivantes :

- TVA : Imposition à la TVA sur le principe de taxation des produits issus des activités lucratives, et calcul d'un coefficient de déduction applicable aux dépenses mixtes.

Sur la période de référence du 1/01/2023 au 31/12/2023, les coefficients s'établissent :

- * coefficient d'assujettissement = 97.76 %
- * coefficient de taxation = 23.27 %
- * coefficient d'admission, selon la réglementation en vigueur pour chaque type de dépenses

- IMPOT SUR LES SOCIETES : l'association ENVIE FC dépose une classe fiscale pour l'ensemble de ses activités.

Règles et méthodes comptables



3) - Stocks :

Méthode d'évaluation :

Evaluation des stocks consommés :

- Matières premières

- Matières consommables et pièces détachées.

Ces stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré - premier sorti.

Le coût d'achat est composé du prix d'achat et des frais d'approche.

Evaluation des stocks fabriqués

a- articles électroménagers :

- Les produits finis sont évalués au prix de vente moyen annuel (ou prix de vente au 31 décembre si celui-ci est inférieur).

- Le réseau Envie préconise d'appliquer un coefficient pondérateur afin de neutraliser les bénéfices futurs.

- Le coefficient est de 80 % pour l'Electroménager d'Occasion (EMO) et 90 % pour les Occasions Premier Choix (OPC).

Le réseau Envie préconise de constituer une provision sur le stock EMO en tenant compte de son ancienneté, soit :

- Provision de 15 % si elle est comprise entre 3 et 6 mois ;

- Provision de 30 % au-delà.

La structure a maintenu par ailleurs sa provision de 10 % sur le stock d'épave OPC, provision qui n'est pas répertoriée dans les préconisations du réseau Envie.

b- matériel médical :

Depuis 2019, suite au démarrage de l'activité "perte d'autonomie", un stock de matériel médical a été constitué, il consiste en la remise en état d'articles faisant l'objet d'une collecte à titre gratuite.

La valorisation de ce stock a été calculée selon la méthode utilisée par d'autres antennes nationales, soit une pondération de 40% à 60% du prix de vente estimé selon l'état de vétusté du matériel.

4) - La provision pour indemnité de fin de carrière n'a pas été comptabilisée. Une estimation selon le principe de la méthode rétrospective des unités de crédit projetées définie par la norme comptable IAS n° 19 révisée et par la norme FAS 87, conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC, aboutirait à un engagement de 28 255 € au 31 décembre 2023.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

Départ à l'initiative du salarié ;

Age de départ : 62 ans ;

Taux de turn-over moyen ;

Revalorisation annuelle : 2 %

Taux d'actualisation : 3.20 %

Table de mortalité : INSEE 2024 ;

Taux moyen de charges sociales :



Règles et méthodes comptables

- non cadres: 40 %
- cadres: 45 %

5) - La structure n'a pas eu recours au bénévolat pour la gestion de ses activités, en dehors des membres de son Conseil d'Administration et ne dispose pas de contributions volontaires en nature.

Charges à payer : le montant des charges à payer, parmi lesquelles peuvent figurer certaines charges considérées du point de vue de l'Administration Fiscale comme des "provisions" à condition de figurer sur un état spécial annexé à la déclaration de résultat. Cette récapitulation vaut état de fait.

Provisions pour risques et charges : conformément au règlement CRC 2000-06 appliqué à partir du 1er janvier 2002, des provisions pour risques et charges sont constituées dès lors que le risque est certain ou probable et qu'il peut être estimé de manière suffisamment fiable.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Aménagements des terrains : 50 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

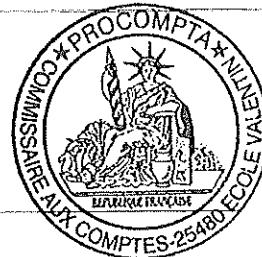
Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi





Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

A) - Activité ENVIE FC

Pour ENVIE électroménager, un travail d'augmentation de la productivité a animé une bonne partie de l'année 2023. Des changements dans l'équipe des salariés permanents ont rendu difficile le maintien de la méthodologie employée. Aussi, avec une impulsion du réseau national, une nouvelle méthode de production appelée le 3.0 se met en place, accompagnée de formation à une méthode de production très différente.

Nous devons trouver notre équilibre et nos repères face à cette nouvelle méthodologie qui devrait nous faire gagner en qualité surtout, mais aussi en productivité.

La mise en place d'une nouvelle équipe prend plusieurs mois, elle nous fait rencontrer différents écueils.

La productivité reste tout juste stable, alors qu'elle devrait pouvoir progresser au vu des nouveaux marchés obtenus et de demande de produits d'entrée de gamme toujours présente.

La concurrence des produits neufs à bas coûts est très importante après un ralentissement fort pendant la pandémie, ceux-ci inondent le marché. La 2e partie de l'année 2023 a vu une baisse progressive, puis brutale, des ventes, ce qui déstabilise fortement notre modèle économique. Cela génère une préoccupation importante qui va nécessiter une réactivité de toutes les parties prenantes.

Pour ENVIE Autonomie, la coordination du travail avec le National est très fluctuante et très changeante.

Le réseau doit trouver une structure nationale ancrée sur des organisations locales qui peinent à se trouver.

Les financements disponibles ont généré beaucoup d'échanges tout au long de l'année, le contrat impact ne semble pas suffisant pour pouvoir couvrir l'ensemble des besoins du réseau. Les recherches de financement n'ont pas pu donner des suites favorables, le réseau ne réussissant pas à lever des fonds plus locaux.

L'équipe est en place, le commercial demeure difficile, mais les ventes progressent doucement.

Cependant les réalisations du début d'année 2024 ne sont pas de nature à permettre à l'association ENVIE FC d'assurer seule l'ensemble de ses engagements de l'année 2024 et sans le soutien de l'Ensemblier et de ses partenaires nationaux, le principe de continuité d'exploitation pourrait s'avérer inapproprié pour les douze prochains mois.

B) - Association Défi :

La dette au 31/12/2023 s'élève à hauteur de 162 K€. Au 31/12/2023 et des factures non parvenues sont également comptabilisées pour 89 K€.

C) - SARL INéo :

La dette à l'encontre de la SARL INéo s'élève à 227 K€, des factures non parvenues sont également comptabilisées à hauteur de 74 K€. Etant donné les difficultés de trésorerie auxquelles doit faire face l'association ENVIE FC, au 31/12/2022, les gérant de la SARL INéo ont décidé d'accorder un abandon de créance à hauteur de 50 K€ afin de permettre à la structure d'équilibrer ses comptes. Cette convention est assortie de conditions de retour à meilleure fortune, à savoir la constatation d'un bénéfice net avant impôt et des fonds propres atteignant un montant de 100 000 €, permettant ainsi de rembourser une somme égale à 20% des bénéfices comptables générés jusqu'à épuisement de la somme totale.

Au 31/12/2023, les conditions de remboursement ne sont pas remplies, et un second abandon de créance a été décidé par INéo pour un montant de 110 K€ destiné à couvrir les loyers Autonomie sur la période 2020 à 2022. Il est assorti des mêmes conditions de remboursement.

D) - SARL ENVIE 2E :

La dette à l'encontre de la SARL ENVIE 2E s'élève à 3 K€, des factures non parvenues sont également comptabilisées à hauteur de 2 K€. Au 31/12/2022, étant donné les difficultés de trésorerie auxquelles doit faire face l'association ENVIE FC, les gérant de la SARL ENVIE 2E ont décidé d'accorder un abandon de créance à hauteur de 25 K€ afin de permettre à la structure d'équilibrer ses comptes. Cette

Faits caractéristiques

convention est assortie de conditions de retour à meilleure fortune, à savoir la constatation d'un bénéfice net avant impôt et des fonds propres atteignant un montant de 100 000 €, permettant ainsi de rembourser une somme égale à 20% des bénéfices comptables générés jusqu'à épuisement de la somme totale.

Au 31/12/2023, les conditions de remboursement ne sont pas remplies.

La SARL ENVIE 2E a également décidé d'accorder à l'association ENVIE FC un emprunt sur une durée de 7 ans et d'un montant de 55 K€ afin de définir les modalités de remboursement de l'avance de trésorerie qu'elle lui avait accordée.

Autres éléments significatifs

SARL Définitions :

Etant donné les difficultés rencontrées par la structure depuis plusieurs exercices, les créances inscrites en compte au 31/12/2023 sont provisionnées à 100% dans les comptes de l'association ENVIE FC, à savoir :

- créance sur des factures établies au titre de 2021 pour 4 338 €
- créance sur des factures établies au titre de 2022 pour 3 929 €
- créance sur une facture à établir au titre de 2023 pour 114.32 €
- une avance en trésorerie de 450 €





Notes sur le bilan

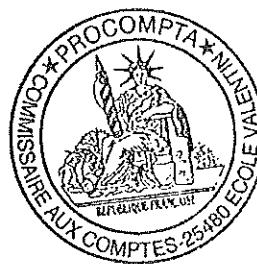
Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Abolition	Augmentation	Diminution	A la clôture
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles	3 621	2 770		6 390
Immobilisations corporelles	1 398 687	10 376	5 479	1 403 584
Immobilisations financières	56 929			56 929
Total	1 459 236	13 146	5 479	1 466 903
Amortissements & provisions :				
Immobilisations incorporelles	1 456	788		2 244
Immobilisations corporelles	784 706	69 127	5 479	848 354
Immobilisations financières	600			600
Total	786 762	69 915	5 479	851 198
ACTIF NET				615 705

Notes sur le bilan

	Audéant d'exercice	Augmentation	Diminution	Finale d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 621	2 770		6 390
Immobilisations incorporelles	3 621	2 770		6 390
- Terrains	55 542			55 542
- Constructions sur sol propre	1 033 963		798	1 033 165
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	43 819			43 819
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	26 102	10 376		36 479
- Installations générales, agencements aménagements divers	178 112			178 112
- Matériel de transport	18 490			18 490
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	42 659		4 681	37 977
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 398 687	10 376	5 479	1 403 584
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations et créances rattachées	44 064			44 064
- Autres titres immobilisés	2 273			2 273
- Prêts et autres immobilisations financières	10 591			10 591
Immobilisations financières	56 929			56 929
ACTIF IMMOBILISE	1 459 236	13 146	5 479	1 466 903



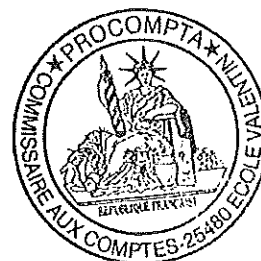
Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

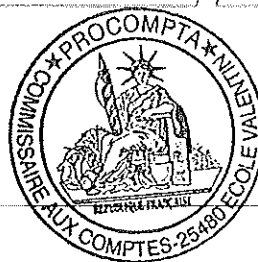
	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	2 770	10 376		13 146
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	2 770	10 376		13 146
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions		5 479		5 479
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		5 479		5 479

Les nouveaux locaux sont amortis selon la méthode des composants en mode linéaire :

Gros oeuvre :35 ans
 Toiture :35 ans
 Chauffage - Sanitaire - Electricité :20 ans
 Menuiserie extérieure :20 ans
 Menuiserie intérieure - Plâtrerie - Carrelage : 20 ans
 Plafonds - Sols - Peinture :15 ans
 Aménagement Extérieur :20 ans
 Aire de lavage - Quai :15 ans
 Enseigne - Sécurité :15 ans



Notes sur le bilan



Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 744 933 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant HT	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	10 591		10 591
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	460 338	460 338	
Autres	267 301	267 301	
Charges constatées d'avance	6 702	6 702	
Total	744 933	734 341	10 591
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS - FACTURES À ÉTABLIR	185 809
FOURNISSEURS - RRR AVOIRS À OBTENIR	1 170
Total	186 979

Des subventions d'exploitation à recevoir sont comptabilisées au 31/12/2023 pour 213 110 €, dont 45 000 € concernent un financement FSE et 151 783 € au titre des contrats avec la SCIC Autonomie.

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	600			600
Immobilisations financières				
Stocks	5 401	10 127	5 401	10 127
Créances et Valeurs mobilières	88 848	17 296		106 144
Total	94 849	27 423	5 401	116 871
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		27 423	5 401	
Financières				
Exceptionnelles				

Fonds propres



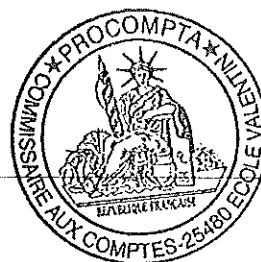
Notes sur le bilan

Tableau de variation des fonds associatifs

	Début la période	Augmentation	Diminution	Fin la période
Patrimoine Intégré	6 381			6 381
Fonds statutaires	7 622			7 622
Apports sans droit de reprise				
Legs et donations				
Subventions affectées				
Autres fonds				
Total fonds sans droit reprise	14 004			14 004
Apports avec droit de reprise				
Legs et donations assortis d'une condition				
Subventions affectées				
Total fonds avec droit reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	610			610
Report à Nouveau	254 580		3 726	250 855
Résultat de l'exercice	-3 726		21 038	-21 038
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Subventions d'investissement	273 595		27 091	246 504
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Autres fonds associatifs				
Total fonds associatifs	539 064		51 855	490 934



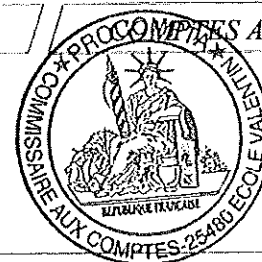
Notes sur le bilan



Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients	11 146				8 666
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	11 146				8 666
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		8 666	11 146		
Financières					
Exceptionnelles					



Notes sur le bilan

Dettes

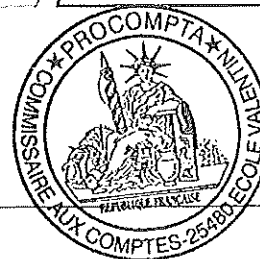
Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 935 470 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	47 228	13 930	33 298	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	53 157	27 454	18 268	7 435
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	612 079	239 942	372 137	
Dettes fiscales et sociales	191 348	191 348		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	30 098	30 098		
Produits constatés d'avance	1 560	1 560		
Total	935 470	504 331	423 703	7 435
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	55 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	15 572			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES	237 873
DETTES PROVIS. PR CONGÉS À PAYER	78 784
PERSONNEL - AUTRES CHARGES À PAYER	1 680
CHARGES SOCIALES S/CONGÉS À PAYER	28 127
CHARGES SOCIALES - CHARGES À PAYER	618
ETAT - AUTRES CHARGES À PAYER	5 818
CLIENTS - RRR AVOIRS À ÉTABLIR	233
Total	353 132



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AVANCE	6 702		
Total	6 702		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATÉS D AVANCE	1 560		
Total	1 560		